



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Maître d'ouvrage :

UNIVERSITE DE RENNES  
Campus de Beaulieu  
263 avenue Général Leclerc  
CS 74205  
35042 RENNES CEDEX  
Tél. : 02 23 23 35 35

établi en application du code de la commande publique (ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018- 1075 du 3 décembre 2018), relatif à :

Objet du marché :

---

Acquisition et maintenance d'une solution de gestion et d'animation des Alumni  
de l'Université de Rennes

---

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Procédure adaptée en application du code de la commande publique  
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)  
Articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4, R-2123-5

Date et heure limites de remise des offres :

***LUNDI 12 MAI 2025 à 11H30 (Heure de Paris)***

***Référence Consultation : 2025012PAS***

***- Version publiée en date du 14/04/2025***

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

-

## Table des matières

Article 1 - Objet de la consultation.....	3
Article 2 - Conditions de la consultation .....	3
2-1-Nature de la procédure.....	3
2-2-Nature du marché.....	3
2-3-Décomposition du marché - Forme juridique de l'attributaire.....	3
2-3-1-Tranches.....	3
2-3-2-Lots.....	3
2-3-3-Phases.....	4
2-3-4-Forme juridique de l'attributaire .....	4
2-4-Mode de règlement.....	4
2-5-Variantes.....	4
2-5-1-Variantes pour prestations alternatives .....	4
2-5-2-Variantes pour prestations supplémentaires éventuelles (options).....	4
2-6-Date prévisionnelle de démarrage du marché : .....	4
2-7-Durée et Délai(s) d'exécution .....	4
2-8-Modification de détail au dossier de consultation.....	5
2-9-Délai de validité des offres .....	5
2-10-Propriété intellectuelle des résultats.....	5
2-11-Nomenclature communautaire pertinente .....	5
2-12-Contenu du dossier de consultation .....	5
2-13-Mise à disposition du Dossier de Consultation par voie électronique.....	5
2-14- Dispositions techniques particulières relative aux marchés de défense ou de sécurité .....	5
2-15- Conditions particulières d'exécution.....	5
2-16 Marché complémentaire pour réalisation de prestations similaires .....	5
Article 3 - Présentation des offres .....	6
Article 4 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
4-1-Date et Heure limites de remise des offres .....	7
4-2-Remise des plis de manière dématérialisée.....	8
Article 5 - Jugement des offres.....	9
Article 6 - Litiges .....	10
Article 10 - Renseignements complémentaires.....	11

## Article 1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne les prestations suivantes :

### ACQUISITION ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION DE GESTION ET D'ANIMATION DES ALUMNI DE L'UNIVERSITE DE RENNES

#### Contexte et objet du marché :

L'Université de Rennes souhaite acquérir une solution de gestion et d'animation des Alumni issus des formations délivrées par ses composantes, ainsi que sa maintenance associée. L'application souhaitée par l'Université de Rennes repose sur le mode hébergé uniquement et l'Université ne souhaite pas faire l'acquisition d'une solution logicielle en interne.

L'objectif est de bénéficier d'une prestation de service globale autour de la solution de gestion et d'animation des Alumni.

Au travers de ce projet, les objectifs de l'Université de Rennes sont les suivants :

- Disposer d'une solution globale conviviale et facile d'utilisation,
- Disposer d'une solution de gestion et d'animation du réseau Alumni,
- Disposer d'un Centre de Carrière pour centraliser les offres de stages, d'alternance et d'emplois déposés par les Entreprises et les Alumni,
- Disposer de fonctions de requêtes et d'analyses appropriées,
- Permettre l'accès distant aux fonctions le nécessitant,
- Permettre l'ouverture et l'interface avec d'autres applications,
- Bénéficier d'une solution globale garantissant performance, fiabilité et sécurité,

Bénéficier de l'apport méthodologique et technique d'un éditeur/intégrateur réactif.

Le présent marché comprend les prestations de conseils, paramétrage et développement, reprise des données, installation, mise en service, maintenance et de formations à cette solution pour les deux premières années, ainsi que les prestations de maintenance (assistance et support) par année reconductible.

#### Réglementation applicable

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché en procédure adaptée, en application des dispositions du code de la commande publique [CCP], et notamment des articles L.2123-1 1° et R.2123-1 1°, R.2123-4, R-2123-5.

Le marché susvisé est régi par les clauses du Cahier des Charges Techniques Particulières [C.C.T.P.] et du Cahier des Charges Administratives Particulières [C.C.A.P.] sous référence 2025012PAS fourni aux candidats et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication [C.C.A.G. PI], Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics publié au JORF n°0078 du 1er Avril 2021, non fourni par l'Administration mais réputé connu des candidats.

## Article 2 - Conditions de la consultation

### 2-1-Nature de la procédure

Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5 du code de la commande publique (ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018- 1075 du 3 décembre 2018, intitulé CCP).

### 2-2-Nature du marché

Le marché susvisé sera conclu sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire de services de techniques de l'information et de la communication qui portera sur les éléments de mission suivants :

- **Acquisition et maintenance d'une solution de gestion et d'animation des Alumni de l'Université de Rennes.**

### 2-3-Décomposition du marché - Forme juridique de l'attributaire

#### 2-3-1-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### 2-3-2-Lots

Il s'agit d'une consultation à lot unique.

**Justification du non allotissement** : le présent marché est composé d'un lot unique compte-tenu du caractère homogène des services et prestations objets de la présente consultation.

## **2-3-3-Phases**

Le présent marché est décomposé en trois grandes phases suivant le sens du code de la commande publique et tel que détaillé ci-après :

- Phase 1 / Année 1 : installation et mise en service de la solution (exigences fonctionnelles prioritaires), formations et prestations de maintenance à l'issue (hébergement, assistance et support) associées ;
- Phase 2 / Année 2 : installation et mise en œuvre de la solution (exigences fonctionnelles secondaires), formations et prestations de maintenance (hébergement, assistance et support) associées ;
- Phase 3 / Année 3 et suivantes : prestations de maintenance (hébergement, assistance et support) de la solution.

## **2-3-4-Forme juridique de l'attributaire**

Les candidats peuvent se présenter sous la forme de groupements d'opérateurs économiques, qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-23 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

En application des articles R.2142-20 et R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

## **2-4-Mode de règlement**

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

## **2-5-Variantes**

### **2-5-1-Variantes pour prestations alternatives**

Les variantes alternatives à l'initiative des candidats ne sont pas admises dans le cadre de la présente consultation.

### **2-5-2-Variantes pour prestations supplémentaires éventuelles (options)**

Le présent marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles à réponse obligatoire.

Les candidats sont libres de proposer les variantes pour prestations supplémentaires éventuelles qu'ils jugeraient nécessaires et devront les chiffrer de manière séparée de l'offre de base, par exemple en les intégrant à l'annexe de décomposition du prix global forfaitaire. Celles-ci ne seront pas prises en compte pour l'analyse des offres à périmètre égal.

## **2-6-Date prévisionnelle de démarrage du marché :**

**JUIN 2025**

## **2-7-Durée et Délai(s) d'exécution**

Le marché sera conclu à sa date de notification avec une date prévisionnelle de démarrage fixée à JUIN (réunion d'initialisation/déploiement) et les étapes d'installation/mises en œuvre à : fin SEPTEMBRE 2025.

Le délai d'exécution du présent marché commence à courir à partir de la notification.

La mise en service DE LA SOLUTION est souhaitée pour NOVEMBRE 2025.

La maintenance et l'année 1 démarreront à l'issue de la notification du PV d'admission, conformément au CCTP.

La durée des prestations pour la maintenance (hébergement, assistance et support) sera de deux années ferme (correspondant aux deux premières années de montée de versions), reconductible tacitement annuellement dans une limite de trois années après la période.

Le prestataire ne pourra s'opposer à cette reconduction. Toutefois, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le présent marché en avisant le titulaire par recommandé avec accusé réception, deux mois avant la date anniversaire du marché.

## 2-8-Modification de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au **plus tard 5 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2-9-Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## 2-10-Propriété intellectuelle des résultats

CF. CCAP, article 11.

## 2-11-Nomenclature communautaire pertinente

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

- 72000000 Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui
- 48000000 : Logiciels et systèmes d'information
- 48516000-8 : Logiciels d'échange
- 72413000-8 : Services de conception de sites
- 72415000-2 : Services d'hébergement pour l'exploitation de sites internet

## 2-12-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- le présent Règlement de la Consultation [RC] ;
- l'Acte d'Engagement [AE] ;
- l'annexe à l'Acte d'Engagement : Décomposition du Prix Global Forfaitaire ;
- le CCAP dont l'exemplaire est conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- le CCTP dont l'exemplaire est conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- les DC1 et DC2 à renseigner par les candidats souhaitant soumissionner hors dispositif DUME.

## 2-13-Mise à disposition du Dossier de Consultation par voie électronique

Conformément à l'article L.2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le Dossier de consultation par voie électronique sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation.**

## 2-14- Dispositions techniques particulières relative aux marchés de défense ou de sécurité

Sans objet.

## 2-15- Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution ou de prestation réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L. 2113-12 et R. 2113-7 du code de la commande publique.

## 2-16 Marché complémentaire pour réalisation de prestations similaires

Suivant les dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations de services similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- Consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des prestations à réaliser ;
- Remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par le maître d'ouvrage ;
- Les conditions administratives du marché complémentaire seront celles figurant au présent CCAP.

Ce marché de prestations similaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

## Article 3 - Présentation des offres

### • **PIECES CANDIDATURES :**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

#### **1. Conditions de participation :**

En application de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par la Commission européenne, en lieu et place des documents mentionnés à l'article 48 (Plus de renseignements : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd>).

Si le candidat présente sa candidature sous la forme d'un DUME, ce dernier devra être rédigé en français.

Conformément aux dispositions en vigueur à compter du 01/04/18 pour les acheteurs publics, l'Université de Rennes acceptera le DUME transmis par voie électronique (eDUME) à partir de la plateforme des marchés PLACE, les autres modes de candidature décrits ci-après demeurant malgré tout utilisables.

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1 fourni aux candidats avec le présent dossier de consultation) à fournir par les candidats souhaitant soumissionner hors dispositif DUME ;
- Déclaration du candidat volet 1 (DC2 fourni aux candidats avec le présent dossier de consultation) à fournir par les candidats souhaitant soumissionner hors dispositif DUME ;  
Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :
- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise prévus à l'article R.2143-3 du code de la commande publique et la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Le Pouvoir habilitant le signataire à engager la société candidate ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi fixés aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

#### **2. Pièces candidature : Il s'agit des pièces relatives à la qualité, la capacité sociale de l'entreprise tel qu'énumérées aux articles R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, à savoir :**

##### **– Pièces d'appréciation économique et financière :**

- Bilans ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

##### **– Pièces d'appréciation technique et professionnelle :**

- Références significatives de moins de 3 ans en lien avec le projet,

*Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.*

### • **PIECES OFFRES :**

#### **Un projet de marché comprenant :**

- L'acte d'engagement ainsi que ses annexes, pièces contractuelles dûment renseignées par la personne habilitée à le faire au sein de l'entreprise candidate ;
- Le candidat présentera son offre de prix en détaillant les différents coûts par éléments de mission proposés dans l'annexe à l'acte d'engagement – D.P.G.F. (Décomposition du prix Global Forfaitaire), document dûment renseigné, daté et contresigné par la personne habilitée à le faire au sein de l'entreprise candidate ;

- Un mémoire méthodologique et/ou technique détaillant précisément les modalités de la prestation proposée pour la conception, la maintenance et l'hébergement de la solution logicielle (durée des tâches, méthodologie, comitologie, phase de tests etc.) ;

**Le mémoire technique sera présenté suivant le plan ci-dessous (Maximum 80 pages) :**

**1 : Présentation de la société**

**2 : Présentation de la compréhension du projet / de la mission**

**3 : Présentation Technique / Présentation Solution Logicielle**

**La méthodologie projet et ses livrables / Descriptions détaillé de la conduite de la mission et assistance au démarrage**

**Macro Planning de mise en œuvre, plan de charge**

**Réponse technique / Solution mise en œuvre**

**4 . Annexes :**

**Références / Vos expériences passées significatives**

**CV / Equipe projets**

- Le candidat décrira précisément dans son offre pour lequel il se porte candidat l'équipement technique et les moyens proposés, l'organisation, la méthodologie, les effectifs et les moyens humains qu'il emploiera pour s'assurer de la qualité des prestations attendues : équipes dédiées (techniques et commerciales, SAV etc.) ;
- Le candidat détaillera dans son offre la maintenance et tierce maintenance applicative de la solution logicielle susvisé, en détaillant les horaires, les équipes dédiées, les délais d'interventions possibles ainsi que le(s) numéro(s) d'appel(s) téléphonique(s) dédiés (localisation et organisation des agences en charge de la maintenance, délais d'intervention, prise en charge des tickets etc.).

**ATTENTION :**

**Toute clause portée dans les conditions générales de vente des candidats, dans leurs tarifs ou dans toute autre documentation contraire aux dispositions des pièces contractuelles du marché est réputée non écrite et ne pouvant s'appliquer au présent marché.**

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article R.2143-6 du code de la commande publique ;

- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

**NOTA : Lors de l'examen des candidatures, conformément aux articles R.2144-1 et R.2144-2 du code de la commande publique, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.**

**ATTENTION :**

**En raison de la dématérialisation le candidat précisera obligatoirement la(les) adresse(s) courriel (E-mail) où seront adressées les lettres de notification, lettres relatives aux offres ou candidatures non retenues. En cas d'omission ces documents seront envoyés sur les adresses des membres de la société dont le pouvoir adjudicateur peut disposer et aux risques et périls du candidat défaillant.**

## **Article 4 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

**ATTENTION :** La remise des offres devra être effectuée de manière totalement dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement suffisant de manière à anticiper les aléas techniques et/ou de téléchargement suffisant de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et des offres. Nous vous conseillons vivement de tester dans un délai suffisant, (au moins la veille de la date limite de remise des offres) vos applications de versement de fichiers. En cas de difficultés, vous pouvez nous contacter par mail ([achats@listes.univ-rennes1.fr](mailto:achats@listes.univ-rennes1.fr)) ou par téléphone (02-23-23-36-70).

### **4-1-Date et Heure limites de remise des offres**

Dans le respect des dispositions des articles R.2151-1 à R.2151-3 du code de la commande publique, la date limite de réception des offres est fixée au :

**LUNDI 12 MAI 2025 à 11H30 (heure de Paris)**

**ATTENTION** : Les dossiers de soumission des candidats qui seraient remis, ou qui seraient parvenus après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas admis lors de la phase d'ouverture des plis et seront renvoyés non ouverts aux soumissionnaires.

#### 4-2-Remise des plis de manière dématérialisée

Conformément aux dispositions de l'article L.2132-2 du code de la commande publique et suivant, la personne publique impose la transmission des offres par voie électronique suivant les dispositions ci-après.

Les modalités de réponse électronique de la présente consultation sont régies par les articles R.2132-7 à R.2132-14 du code de la commande publique et de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

**ATTENTION** : Les candidats sont informés que suivant l'objectif de dématérialisation et de simplification des procédures relatives à la Commande Publique, LA SIGNATURE ELECTRONIQUE EST FACULTATIVE ET N'EST PAS EXIGEE dans le cadre de la présente consultation par la personne publique.

##### ➤ MODALITES D'ENVOIS DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE :

Les offres (fichiers) seront déposées sur la Plate-forme des achats de l'État [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL): <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Dans le déroulement de la procédure, le candidat est donc lié par le présent Règlement de Consultation ainsi que par les conditions d'utilisation de la salle des marchés figurant sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « un guide utilisateur entreprise » ainsi qu'un dossier d'autoformation téléchargeables qui précisent les conditions d'utilisation de la plateforme susmentionnée, et notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

##### - AIDE & ASSISTANCE :

- Des consultations de tests sont disponibles pour les candidats dans l'onglet : « se préparer à répondre » ;
- Guides d'utilisation et modules d'autoformation disponibles dans le menu Aide de la plateforme

**Accompagnement et Assistance technique** : Le service de support technique de PLACE est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés et répond aux candidats par système de ticket disponible à partir du site de la plateforme.

##### ➤ DELAIS DE TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE :

La transmission des offres par voie électronique doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique avant la date limite indiquée à l'article 4-1 du présent Règlement de Consultation.

##### **ATTENTION :**

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement (transfert finalisé pour l'ensemble des fichiers sur la plateforme ainsi que pour leur authentification par signature électronique) suffisant, de manière à anticiper les aléas techniques et/ou le temps de téléchargement suffisant de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et offres. C'est en effet l'heure exacte de réception de l'offre électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur qui est prise en considération comme heure de réception.

Il appartient aux candidats de s'assurer du bon acheminement de leur offre, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable de dysfonctionnements éventuels apparus lors de la transmission électronique de l'offre du candidat. Les dossiers qui seraient transmis électroniquement après la date et l'heure limites fixées à l'article 4-1 du présent Règlement de Consultation ne seront pas admis lors de la phase d'ouverture des plis.

##### ➤ FORMAT DES FICHIERS :

Afin d'éviter des blocages liés aux logiciels, le format PDF est souhaité.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe",
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",

Les fichiers de type bordereaux des prix unitaires ou D.P.G.F. à renseigner par le candidat devront en revanche conserver le format Excel.



➤ **ANTI-VIRUS :**

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. En effet, conformément au décret, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre. Au moment de la commission d'ouverture des plis, la personne publique utilisera un antivirus. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

➤ **COPIE DE SAUVEGARDE :**

Suivant les dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents avec mention complémentaire « COPIE DE SAUVEGARDE », à l'adresse suivante :

Université de Rennes – Pôle des Achats  
2, Rue du Thabor - CS 46510  
35 065 RENNES Cedex

En indiquant sur le pli le numéro de dossier : **2025012PAS - Acquisition et maintenance d'une solution de gestion et d'animation des Alumni de l'Université de Rennes et NE PAS OUVRIR Marché Public.**

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir adjudicateur dans le délai fixé sur la page de garde du présent Règlement de Consultation.

➤ **NOTIFICATION D'UNE OFFRE ELECTRONIQUE : La notification du marché se fera par voie électronique.**

## **Article 5 - Jugement des offres**

L'analyse des propositions soumises par les candidats donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour l'appréciation des candidatures sont les garanties et capacités techniques et financières ainsi que la capacité professionnelle. Suite à cette analyse, sont éliminés :

- les candidatures qui ne sont pas recevables ;
- les soumissionnaires dont les capacités techniques, financières et professionnelles pour la réalisation des prestations du marché seront jugées insuffisantes, après analyse des éléments de candidature soumis.

**Le jugement et classement des offres sera effectué suivant les dispositions prévues aux articles L.2152-7, L.2152-8, R.2152-6 et R.2152-7 du code de la commande publique au moyen des critères hiérarchisés suivants :**

- **CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES :**

➤ **Solution technique et expertise : noté sur 55**

- **Adéquation Fonctionnelle : 20**
- **Assistance et Support : 15**
- **Exigence Technique : 20**

➤ **Prix : noté sur 40**

*L'analyse des prix (Coûts forfaitaire et des différents postes de dépenses, Coûts de maintenance et d'hébergement) portera sur le montant forfaitaire figurant à l'Acte d'Engagement et sur l'annexe D.P.G.F. fournis au présent dossier de consultation.*

➤ **Accessibilité et Numériques responsable : noté sur 5**

*Les spécifications suivantes seront analysées : conformité de l'offre avec les référentiels en vigueur et modalités proposés par le candidat pour prise en compte des considérations susmentionnées.*

Les prix sont détaillés au moyen d'un sous-détail de prix unitaires ou d'une décomposition du prix global forfaitaire qui en indiquent les éléments constitutifs. La décomposition du prix global forfaitaire permet d'apprécier les offres.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition en prix unitaires ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

- **NEGOCIATION :**

Pendant la phase d'analyse des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations de manière écrite avec les candidats les mieux-disants, ou d'attribuer le ou les marchés sans négociation, sur la base des offres initiales soumises par les candidats, en application de l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

**CES NEGOCIATIONS POURRONT PORTER A LA FOIS SUR DES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE TECHNIQUE ET/OU SUR L'OFFRE FINANCIERE DU CANDIDAT.**

- **AUDITIONS :**

Pendant la phase d'analyse des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des auditions avec les candidats les mieux-disants. Le mode opératoire leur sera précisé le cas échéant.

- **MODALITES D'ATTRIBUTION :**

Le marché est attribué au candidat ayant obtenu la meilleure note pour l'ensemble des critères susmentionnés, sous réserve qu'il produise les pièces contractuelles dûment signées ainsi que les pièces prévues à l'article R.2143-3 du code de la commande publique, et notamment les pièces suivantes :

- L'Etat annuel des certificats reçus (NOTI2) à fournir par les candidats soumissionnant hors dispositif DUME ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;
- Une Attestation assurance Responsabilité Civile en cours de validité ;

La personne publique contactera le candidat déclarée attributaire de manière écrite, afin que celui-ci lui remette les documents demandés et pièces contractuelles dûment signées électroniquement, permettant la notification du marché.

## Article 6 - Litiges

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

**Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES  
Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte - CS 44416  
35 000 RENNES  
Tél. : 02 23 21 28 28 - Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

**Coordonnées du comité consultatif régional :**

**DREETS DES PAYS DE LA LOIRE**  
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics  
22 mail Pablo Picasso - BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1  
Tél : 02 53 46 79 83 / 06 60 48 98 89  
Courriel : [dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr)

**Les voies de recours contentieux ouvertes aux candidats sont les suivantes (liste non limitative) :**

- Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ;
- Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).

## Article 10 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite exclusivement via **la plateforme de dématérialisation « PLACE »**.

Suite aux demandes de précisions dûment adressées, une synthèse des réponses sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier de consultation, par la plateforme de dématérialisation « PLACE ».

---

*Fait à L'UNIVERSITE DE RENNES le 14/04/2025*

*Document établi par le Pôle des Achats en lien avec la DSI*

*Par délégation de M. le Président de l'Université de Rennes*